

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Pakistan

N° 61 du 18 au 28.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

Tiré à part :

L'histoire (afghane) se reproduit Ben Laden résiderait confortablement au Pakistan

Va t'on déclaré la guerre et envahir le Pakistan... ?

Ben Laden n'est pas au Pakistan...

1 Au jour le jour

a Positions

b Politique

a) locale

b) Usa

c Institutions internationales

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 Vidéo : "La Face Cachée du Pétrole" (1/2) : Le partage du monde.

3 Brèves

3-1 Le Pakistan fustige les frappes de drones américains.

3-2 Londres, principal partenaire militaire de Washington.

4 Dossiers

4-1 Escalade de la guerre étatsunienne au Pakistan.

4-2 Olivier Montulet : Washington veut frapper plus loin au Pakistan et envoyer des chars en Afghanistan...

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

5-1 Le Figaro : Les États-Unis et le Pakistan condamnés à s'entendre.

6 Annexe

6-1 Robert Parry*, Andrew Hughes, Allan Nairn, Roxana Tiron : Obama nomme des officiers corrompus à la tête des armées.

Tiré à part :

L'histoire (afghane) se reproduit Ben Laden résiderait confortablement au Pakistan

....

Va t'on déclaré la guerre et envahir le Pakistan... ?

Ossama Ben Laden se trouve au nord-ouest du Pakistan, affirme lundi la chaîne américaine CNN, sur base de déclarations d'un "haut fonctionnaire de l'OTAN".

Alors que les Etats-Unis intensifient leurs actions de guerre avec des attaques de drones et des avions sans pilote, Ben Laden, ainsi que son bras droit Eiman al-Zawahiri, habiteraient dans deux maisons proches l'une de l'autre et dans un "confort relatif".

"Aucun membre d'Al-Qaida n'habite dans une grotte", selon ce fonctionnaire anonyme de l'OTAN.

Il n'y a plus de trace d'Ossama Ben Laden depuis novembre 2001, lorsque le siège de sa cache dans les montagnes de Tora Bora avait échoué. L'homme vit dissimulé depuis neuf ans déjà, même si certaines sources affirment que le terroriste est mort depuis quelques années à la suite d'une maladie aux reins.

Le gouvernement d'Islamabad dément régulièrement que l'homme derrière les attaques du 11 septembre se trouve au Pakistan.

(afp)

<http://fr.rian.ru/>

18/10/10 12h05

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/1171220/2010/10/18/Ben-Laden-residerait-confortablement-au-Pakistan.dhtml>

Ben Laden n'est pas au Pakistan...

Ossama Ben Laden ainsi que son bras droit Ayman al-Zawahiri ne se cachent pas au Pakistan, a déclaré mardi le ministre pakistanais de l'Intérieur Rehman Malik, cité par la chaîne Dawn News.

"Je démens catégoriquement toutes les informations concernant la présence d'Ossama Ben Laden, d'Ayman al-Zawahiri ou du mollah Omar au Pakistan", a annoncé M.Malik aux journalistes.

Lundi dernier, la chaîne américaine CNN a affirmé que les trois leaders terroristes se cacheraient au Pakistan sous protection de certains membres des services secrets pakistanais.

"Ben Laden et tous ces terroristes sont des agents qui combattent l'islam et le Pakistan, des mercenaires assassins. Si nous avons des informations fiables sur leur localisation, nous aurions pris des mesures nécessaires", a indiqué le ministre pakistanais.

M.Malik a également rappelé que différents rapports affirmant que Ben Laden se trouverait sur le territoire pakistanais s'étaient révélés faux par le passé.

19/10/2010

Le Pakistan en chiffre

“ «Qu'il s'agisse d'une attaque ou d'une attaque par drone,
Pour moi c'est la même chose, un Pakistanais a été tué ”

Attacks in Pakistan.

Drone Attacks Victims

Dead = 1690, Injured = 510, Total = 2200 and Counting...

Success Rate of Drone Attacks against Al-Qaeeda ~ 2.5%

Les données sont recueillies à partir des rapports des médias, les hôpitaux, et internet.

Toutes les données sont accessibles au public et il n'y a pas de données classées ici. Il s'agit d'un effort pour montrer au monde l'intensité de suicide et les attaques Drone au Pakistan ”.

Pakistan Body Count: <http://www.pakistanbodycount.org/>

1 Au jour le jour

a) Action de la Résistance

20/10

Plus de 2.000 soldats ont perdu la vie dans les zones tribales frontalières avec l'Afghanistan depuis fin 2001, quand le Pakistan est devenu l'allié clé des Etats-Unis dans leur "guerre contre le terrorisme" et que les Talibans ont été chassés du pouvoir en Afghanistan.

lefigaro.fr

23-10

Selon les autorités pakistanaises, 2.421 militaires et paramilitaires ont été tués et 7.195 blessés dans des combats avec les résistants entre 2002 et avril 2010.

AP

01-11

Les camions d'approvisionnement de l'OTAN sont souvent la cible de l'attaque. La force multinationale avait perdu quelque 200 camions citernes et des conteneurs dans diverses attaques cette année.

L'OTAN et le Pakistan ont signé un accord la semaine dernière, en soulignant l'aspect de sécurité pour approvisionner les camions de l'OTAN.

Plus de 70% des approvisionnements des forces de l'OTAN et 40% de ses besoins de combustible sont transportés depuis la ville de Karachi, au sud du Pakistan, vers l'Afghanistan via Chaman à Balochistan, au sud-ouest et à Torkham dans la province de Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest).

<http://french.cri.cn/781/2010/11/01/304s231443.htm>

18/10

Trois camions-citernes ravitaillant les forces de l'Otan en Afghanistan ont été attaqués aujourd'hui au Baloutchistan, dans le sud-ouest du Pakistan, a déclaré à l'AFP Muhammad Ismail, un responsable de la police. Un des camions a été endommagé et l'autre complètement détruit, a-t-il ajouté. Un troisième camion-citerne de l'Otan a été incendié par des assaillants armés dans la région d'Akhtarabad, a dit Shah Nawaz, un responsable de la police.

Le Baloutchistan, province pakistanaise frontalière de l'Iran et de l'Afghanistan.

AFP

23-10

Dans la matinée, six soldats ont été tués par l'explosion d'une bombe au passage de leur patrouille dans l'Orakzai, l'un des sept districts tribaux du nord-ouest, selon des responsables de la sécurité pakistanais.

Les attaques ont tué d'autres soldats dans les zones tribales.

AP

28-10

Au moins trois policiers ont été tués et sept autres blessées dans un attentat à l'explosif survenu dans la ville de Quetta, dans l'ouest du Pakistan.

Selon la police, l'attentat s'est produit près de l'Université du Balochistan, des hommes non identifiés ayant jeté des grenades sur une fourgonnette de la police.

xinhua

29-10

Des hommes armés non-identifiés ont ouvert le feu jeudi sur un véhicule du consulat du Japon dans la ville portuaire de Karachi, sud du Pakistan, blessant deux employés pakistanais de la mission diplomatique, selon le chef de la police de la ville.

Un officier de police de la région, Javed Akbar, a indiqué que les assaillants voulaient voler l'argent des employés du consulat qui revenaient d'une banque.

Source: xinhua

01-11

Au moins quatre personnes, dont deux policiers et deux activistes non-identifiés, ont été tués et neuf autres blessées lors d'une attaque à la bombe survenu lundi matin contre un quartier général (QG) de la police à Swabi, une ville située dans le nord-ouest du Pakistan, ont rapporté des médias locaux citant des responsables locaux.

Selon des informations antérieures, les agresseurs ont jeté une grenade sur le complexe judiciaire adjacent à Shah Mansur et ouvert le feu sur le QG de la police.

Les blessés ont été évacués vers un hôpital environnant alors que de nombreux policiers ont bouclé la zone.

<http://french.cri.cn/781/2010/11/01/304s231460.htm>

01-11

Au moins trois personnes ont été blessées lundi matin dans un incident de tir à Peshawar, une grande ville dans le nord-ouest du Pakistan, a rapporté la presse locale citant des sources officielles.

Les hommes non identifiés ont tiré sur un camion-citerne de l'OTAN dans la zone de Pabbi près du chef-lieu agité de la province de Khyber-Pakhtunkhwa (nord-ouest).

<http://french.cri.cn/781/2010/11/01/304s231443.htm>

13-11

Au moins 18 personnes ont été tuées et 130 blessés ont été blessés dans une attaque kamikaze contre un immeuble abritant des bureaux de la police antiterroriste de Karachi, la grande ville du sud du Pakistan (capitale financière et mégapole de quelque 17 millions d'habitants.), selon les autorités locales.

Karachi, grand port sur la mer d'Oman d'où partent chaque jour les dizaines de camions citernes chargés de ravitailler en carburant les forces de l'Otan en Afghanistan,

L'attaque a été revendiquée par les résistants pakistanais.

"Nous revendiquons cette attaque. Ils y arrêtaient et torturaient nos camarades. Tous ceux qui feront de même subiront le même sort", a déclaré à l'AFP Azam Tariq, porte-parole du Mouvement des résistants du Pakistan (TTP).

L'attaque a visé des bureaux de la police criminelle et anti-terroriste (Crime Investigation Department, CID), dans l'un des quartiers les plus sécurisés de la ville, proche des bureaux gouvernementaux, du consulat américain et des grands hôtels fréquentés par les Occidentaux.

Les assaillants, en nombre indéterminé, ont d'abord ouvert le feu sur les policiers de faction avant de précipiter leur véhicule bourré d'explosifs contre le bâtiment de deux étages, qui s'est effondré, selon la police.

L'immeuble abritait une prison où la CID détenait régulièrement des criminels et terroristes de haut rang, ainsi que des commissariats pour hommes et pour femmes. Des résidences de policiers se trouvant à proximité ont été très endommagées par l'explosion.

AP

21-11

Des hommes armés ont attaqué et incendié samedi dans le nord-ouest du Pakistan des camions-citernes destinés à transférer des approvisionnements affectés à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), ont déclaré la police locale et des témoins.

Environ dix camions-citernes ont pris feu après que des activistes armés eurent ouvert le feu sur un atelier des véhicules de l'ISAF sous commandement de l'OTAN dans la banlieue de Peshawar, le chef-lieu de la province de Khyber Pakhtoonkhwa.

<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/monde/2010/11/21/pakistan--des-camions-citernes-de-lisaf-incendies>

25-11

Au moins un soldat a été tué et six autres ont été blessés jeudi dans l'explosion d'une bombe en bordure de route, dans le nord-ouest du Pakistan, selon un responsable de la police.

Amir Khan a déclaré que l'attaque avait été exécutée alors qu'un convoi des forces de sécurité circulait dans le district d'Hangu, situé dans la province de Khyber-Pakhtoonkhwa.

AP

b) Action des Usa

08-11

Le nombre de raids menés par des drones américains a considérablement augmenté ces derniers mois.

Plus de 200 personnes ont été tuées au cours de plus de 40 attaques depuis le 3 septembre.

AP

19-10

Des missiles américains ont tué sept personnes dans un bastion des résistants du Pakistan situé près de la frontière afghane, selon des responsables du renseignement.

L'attaque est survenue lundi dans la région de Datta Khel, dans le Waziristan du Nord.

Washington ne reconnaît pas les attaques et ne dit pas qui elles visent, ni si elles ont fait des victimes.

Des critiques affirment que des innocents sont souvent tués dans les raids, nuisant aux efforts du gouvernement pakistanais pour rallier le soutien des chefs de tribus.

<http://www.journalmetro.com/monde/article/665992--un-raid-americain-fait-sept-morts-au-pakistan>

25-10

Les frappes de drones américains se sont intensifiées au Waziristan, une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, à la suite d'un attentat mené en décembre dernier par un jordanien contre un centre de la CIA dans la province afghane de Khost (est).

L'homme a été vu dans une vidéo aux côtés du chef des résistants pakistanais, Hakimullah Mehsud, ce qui a donné prétexte à une intensification des attaques de drones dans le Nord-Waziristan, un district montagneux considéré par Washington comme l'un des principaux refuges des militants arabes, tchétchènes et d'Asie centrale qui ont fui l'intervention américaine en Afghanistan fin 2001.

Source: xinhua

28/10

Cinq résistants ont été tués par des tirs de drone américain dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan. Au total, 11 résistants auraient été tués dans ces attaques qui ont toutes visé le Waziristan du Nord, une des principales bases arrière des résistants qui mènent la rébellion contre les forces afghanes et de l'Otan de l'autre côté de la frontière.

La quasi totalité des tirs de drones américains au Pakistan ces derniers mois ont été menées dans ce district tribal, bastion du réseau Haqqani.

AFP

8/11

Neuf résistants ont été tués dimanche dans deux attaques de drones américains dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan proche de la frontière avec l'Afghanistan, ont annoncé des responsables de la sécurité pakistanais.

A cours de la première attaque, deux missiles ont visé un véhicule dans lequel se trouvaient des résistants, à la sortie de leur campement près de Miranshah, principale ville du Waziristan du Nord, selon un responsable de la sécurité.

Un drone a ensuite tiré deux missiles sur une voiture dans le bourg de Moizer, à 40 kilomètres à l'ouest de Miranshah. a déclaré un responsable.

AP

11/11

Six résistants ont été tués jeudi par des tirs de drone américain dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan, bastion des résistants et de leurs alliés d'Al Qaïda, ont annoncé à l'AFP des responsables de la sécurité pakistanais.

Les avions sans pilote américains ont tiré au moins six missiles sur un groupe de résistants qui revenaient d'Afghanistan à Gulli Khel, un village situé à 12 km au nord de Miranshah, la principale ville du Waziristan du Nord.

AFP

14-11

Six résistants ont été tués dans la nuit de dimanche à samedi dans le village de Shakara (nord-ouest), près de la ville de Matta, dans la vallée de Swat, a indiqué un fonctionnaire des forces de sécurité à Peshawar.

Les opérations de l'armée pakistanaise lancées en avril 2009 dans les districts du nord-ouest de Buner et Lower Dir ont provoqué d'intenses combats et fait deux millions de personnes déplacées.

AFP

19-11

Les avions sans pilote américains ont une nouvelle fois frappé le district tribal du Waziristan du Nord. Au moins trois résistants ont été tués aujourd'hui par des tirs de drone américain dans une zone tribale du nord-ouest du Pakistan.

Ces avions sans pilote ont tiré deux missiles sur un véhicule dans lequel se trouvaient les trois résistants dans un village proche de Mir Ali, l'une des principales villes du Waziristan du Nord.

Le nombre de raids menés par des drones américains a considérablement augmenté ces derniers mois, atteignant une quarantaine depuis début septembre. Ils ont tué plus de 220 personnes, en très grande majorité des résistants selon les autorités pakistanaises.

AFP

21/11

Une frappe de drone américain sur une base de résistants dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan a fait six morts, ont annoncé des responsables de la sécurité.

AFP

Dommmages Collatéraux...

23/10

Deux enfants, ont été tués dans des attaques à la bombe dans le nord-ouest du Pakistan.

Vingt-deux personnes ont été blessées, la plupart légèrement, a de son côté indiqué le chef de la police de la ville, Liaqat Ali. "C'était une bombe artisanale", a précisé un autre responsable de la police locale, Mohammad Naeem.

AP

02-11

Au moins six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées dans une attaque de drone menée lundi matin dans la région tribale du Waziristan du Nord, située dans le nord-ouest du Pakistan, a-t-on appris auprès des sources locales.

Selon des témoins, un drone américain a lancé quatre missiles contre une maison située dans la zone d'Haider Khel, dans la région frontalière avec l'Afghanistan.

Cinq drones ont participé à l'opération, provoquant la panique parmi les habitants locaux, ont indiqué les témoins.

Source: xinhua

18/11

Au Pakistan, des missiles probablement américains(...) ont détruit une maison et un véhicule près de la frontière avec l'Afghanistan, tuant au moins 15 résistants présumés.

L'attaque s'est produite dans le village de Bangi Dar, dans le Waziristan du Nord, une région tribale où se terrent des résistants qui attaquent les forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan.

Au moins quatre missiles ont été tirés, deux contre la maison de boue et deux contre le véhicule. Quatre personnes se trouvaient dans la voiture et onze dans la maison.

<http://www.journalmetro.com/monde/article/693353--pakistan-une-frappe-tue-au-moins-15-personnes>

c) Action de l'armée Pakistanaise

26/10

Six résistants et un (?) soldat pakistanais ont perdu la vie dans un échange de tirs près de la frontière afghane.

Selon l'administrateur local Aurangzeb Khan, l'affrontement est survenu mardi dans la région d'Orakzai lors d'une attaque des troupes militaires.

Depuis mars dernier, les forces de sécurité sont la cible des résistants dans la région d'Orakzai.

AP

2 Politique

a) Pakistan

Dans les coulisses et au sénat

Raids américains contre le Pakistan, Islamabad compte briser le silence.

Le Pakistan dit vouloir briser son silence face aux raids des drones américains contre son territoire. « Ce genre d'attaque ne saurait endiguer le terrorisme, au contraire, il l'attisera, a affirmé vendredi le premier ministre pakistanais, Youssef Reza Guilani, en appelant les Etats-Unis de réviser leur politiques à ce sujet. « Si les Américains détiennent des informations sur la présence des miliciens dans telle ou telle région du Pakistan, ils devront en informer les autorités pakistanaises et c'est aux autorités nationales d'agir en conséquence, a-t-il souligné. Depuis le 24 septembre, les drones américains prennent régulièrement pour cible de leurs roquettes les zones tribales pakistanaises.

23/10/2010

<http://french.irib.ir>

Election

Des violences pré-électorales font 29 morts au Pakistan.

Au moins 29 personnes ont été tuées ce week-end à Karachi, capitale économique du Pakistan, dans des attaques lancées samedi soir à la veille d'une élection provinciale partielle, a déclaré dimanche le ministre régional de la Santé.

Le scrutin qui s'est tenu dimanche visait à désigner le successeur d'un membre de l'assemblée de la province de Sindh, dans le sud du pays, tué en août.

Le meurtre de cet élu du Mouvement Muttahida Qaumi (MQM), le parti le plus influent à Karachi, avait déclenché des violences qui ont fait une centaine de victimes en une semaine.

Les violences ont éclaté tard samedi soir. Des hommes armés ont mené une série d'attaques ciblant certains groupes ethniques ou politiques afin de "gâcher la paix de cette ville", a dit à Reuters Mohammad Saghir, ministre de la Santé de la province de Sindh, dans le Sud.

La police a dénombré 29 morts. Elle fait également état d'une quarantaine de blessés et la sécurité a été renforcée aux abords des bureaux de vote. Les autorités régionales ont annoncé que 60 personnes avaient été arrêtées.

Le scrutin de dimanche est boycotté par le principal rival du MQM, le Parti national Awami (ANP), une formation nationaliste pachtoune. L'Awami accuse le MQM de vouloir truquer le scrutin et dénonce l'absence de sécurité.

Le MQM a pour sa part imputé les meurtres de samedi à son adversaire politique. "Peu après l'annonce du boycott de cette élection partielle, les terroristes de l'ANP ont commencé à tuer des citoyens innocents pour tenter de saboter le processus électoral", dénonce le MQM dans un communiqué.

Principal port et capitale commerciale du Pakistan, Karachi est régulièrement confrontée à des violences ethniques ou religieuses. La ville a en outre été une cible privilégiée des résistants taliban lorsque le Pakistan a commencé à soutenir militairement les Occidentaux après les attentats du 11-Septembre.

Le Mouvement Muttahida Qaumi représente les Mohajirs, descendants des musulmans de langue ourdou qui ont fui l'Inde après la partition, en 1947.

15 novembre

<http://www.paris-normandie.fr/article/france-monde/des-violences-pre-electorales-font-29-morts-au-pakistan>

1-13 Prisons & tortures

Un diplomate afghan enlevé retrouve la liberté après deux ans de captivité

Le diplomate afghan Abdul Khaliq Farahi, désigné ambassadeur d'Afghanistan au Pakistan, qui avait été enlevé en septembre 2008 au Pakistan, a retrouvé la liberté et été remis aux autorités afghanes dimanche dans la province de Khost, dans l'est de l'Afghanistan, a confirmé un responsable de sécurité de la province.

"M. Abdul Khaliq Farahi nous a été remis ce matin et il est en bonne santé", a affirmé à Xinhua le directeur de la Direction de la sécurité nationale de la province de Khost, Akhtar Mohammad Ibrahim.

Il a également indiqué que M. Farahi a été envoyé à Kaboul.

Le responsable de sécurité n'a pas donné d'autres détails sur les modalités de la libération du diplomate afghan ni sur les auteurs de son enlèvement il y a plus de deux ans.

En septembre 2008, des hommes armés non identifiés avaient abattu le chauffeur de M. Farahi à Hayatabad, une ville de la banlieue de Peshawar, au Pakistan, avant d'emmener M. Farahi dans un endroit tenu secret. Des responsables afghans estiment qu'il a été enlevé par des militants antigouvernementaux et qu'il a été détenu dans les zones tribales du Pakistan, près de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan.

15.11

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7199587.html>

b) Usa

Occupation du Pakistan.

23-10

La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a annoncé vendredi une aide militaire américaine supplémentaire de deux milliards de dollars au Pakistan.

Washington reproche toutefois régulièrement au Pakistan de ne pas en faire assez pour neutraliser les résistants dans les zones tribales, notamment les résistants qui vont depuis le territoire pakistanais mener des attaques contre les forces américaines et de l'Otan dans l'Afghanistan voisin.

AP

« Les États-Unis sont toujours les premiers en termes de dépenses militaires avec 43% du total mondial. »

Les dépenses militaires mondiales ont continué d'augmenter en 2009 pour atteindre un nouveau record, selon un rapport annuel publié mercredi 2 juin par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri).

Au cours de l'année écoulée, le monde a consacré 1.531 milliards de dollars (1.244 milliards d'euros) au secteur militaire, soit à prix constant une augmentation de 5,9% par rapport à 2008 et de 49% par rapport à 2000, écrit le Sipri.

La France dépense 64 milliards de dollars à sa Défense

Les États-Unis sont toujours les premiers en termes de dépenses militaires avec 661 milliards de dollars en 2009, soit 43% du total mondial. Une augmentation de 47 milliards sur un an qui représente plus de la moitié (54%) de la progression planétaire, souligne le Sipri.

Pour la Chine, l'Institut ne dispose pas de chiffres officiels, mais selon ses estimations, l'Empire du milieu a affecté 100 milliards de dollars à ses dépenses militaires en 2009.

La France, elle, leur a consacré 63,9 milliards de dollars.

L'Institut a constaté une hausse des dépenses militaires dans 65% des pays pour lesquels il a pu se procurer des chiffres.

Par zone géographique, c'est l'Asie-Océanie qui a le plus augmenté ses dépenses avec une hausse de 8,9%. »

Article publié le 02/06/10.

Tiré a part...

4/11

Même si les Etats-Unis ne le reconnaissent jamais officiellement, seule la CIA et l'armée américaine basée dans l'Afghanistan voisin possèdent ce type de drones Predator ou Reaper tirant des missiles guidés essentiellement Hellfire.

Entamée en 2004 et fruit d'un accord secret entre Islamabad et Washington selon les médias américains et pakistanais --ce que dément le Pakistan--, la campagne des drones américains dans les zones tribales frontalières avec l'Afghanistan s'est considérablement intensifiée ces derniers mois.

Elle atteint certaines semaines une cadence quotidienne.

En deux mois, les drones américains ont tiré au minimum 37 salves de missiles sur le nord-ouest du Pakistan, quasiment exclusivement sur le Waziristan du Nord, tuant près de 200 personnes, dont des résistants, mais surtout des civils selon les militaires pakistanais.

www.lexpress.fr

04-11

Washington et les capitales européennes assurent qu'Al-Qaïda prépare dans ces zones tribales ses attentats sur le sol américain et européen, grâce à l'aide logistique des résistants pakistanais qui y disposent de nombreux camps d'entraînements, de kamikazes notamment.

www.lexpress.fr

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 Vidéo : "La Face Cachée du Pétrole" (1/2) : Le partage du monde.

"La face cachée du pétrole", documentaire de Patrick Barbéris adapté du livre du même nom d'Éric Laurent, montre en deux fois une heure que "l'or noir" aura été le moteur de l'histoire du XX^e siècle et de ce début de XXI^e siècle.

Des premiers forages de Rockefeller en 1860 jusqu'à l'actuelle guerre en Irak, en passant par la Seconde Guerre mondiale, la Guerre froide et le choc pétrolier de 1973, toute l'histoire géopolitique est intrinsèquement liée à l'or noir.

Vidéo 1 cliquez sur ce lien : http://www.dailymotion.com/video/xewkez_la-face-cachee-du-petrole-12-le-par_news

Vidéo 2 cliquez sur ce lien: http://www.dailymotion.com/video/xewm92_la-face-cachee-du-petrole-2-2-les-g_news

3 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

3-1 Le Pakistan fustige les frappes de drones américains.

Le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani a durci le ton au sujet des frappes de drones américains dans les régions tribales du pays, soulignant que ces attaques sont contre-productives et jouent au détriment de la coopération antiterroriste.

"La patience du Pakistan a atteint ses limites concernant les attaques de drones américains.

J'espère que nous pourrons convaincre les Etats-Unis de revoir leur politique sur les attaques de drones au Pakistan", a martelé M. Gilani en s'adressant vendredi aux membres de l'Association des correspondants diplomatiques à Islamabad.

Les Etats-Unis ont ignoré les différentes protestations des dirigeants pakistanais suite aux attaques de drones qui, aux yeux de Washington, constituent un moyen efficace pour éliminer les dirigeants d'Al-Qaïda et les résistants, accusés par la CIA de vouloir lancer des attaques contre les forces étrangères et afghanes en Afghanistan depuis le sol pakistanais.

Selon les médias locaux, les Etats-Unis ont mené quelque 184 attaques de drones depuis 2004, en prenant notamment pour cibles les zones tribales bordant l'Afghanistan. Sur ce total, une vingtaine ont été menées depuis septembre dernier. Plusieurs résistants, dont l'ancien chef des résistants du Pakistan, Baitullah Mehsud, ont été tués dans ces attaques.

Le Premier ministre a démenti la rumeur selon laquelle un accord secret sur les attaques de drones aurait été passé entre Islamabad et Washington, reconnaissant toutefois que l'ancien président Pervez Musharraf avait autorisé les drones américains à effectuer des missions d'espionnage dans les zones

tribales, sans toutefois pouvoir effectuer de raids.

La déclaration de M. Gilani intervient à un moment délicat alors que Washington vient d'annoncer un programme d'assistance de l'ordre de deux milliards de dollars pour la sécurité au Pakistan pour les cinq ans à venir, et que le président américain Barack Obama a prévu de se rendre au Pakistan l'an prochain. D'après des analystes(...), M. Gilani a fait cette déclaration pour répondre au mécontentement populaire qui règne dans le pays concernant les frappes de drones, un élément que Washington devrait désormais prendre en compte sous peine de porter préjudice à la coopération 'antiterroriste' entre les deux pays.

Source: xinhua

25-11

3-2 Londres, principal partenaire militaire de Washington.

La Grande-Bretagne restera le principal partenaire militaire des Etats-Unis, lit-on dans une déclaration de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton consacrée au Rapport de sécurité et de Défense stratégique (Strategic Defense and Security Review) présenté mardi à la chambre des Communes par le premier ministre David Cameron.

"Nous apprécions hautement la contribution de la Grande-Bretagne à la sécurité internationale et le désir de ce pays de maintenir son potentiel militaire, qui a permis à nos forces armées d'agir efficacement main dans la main dans de nombreuses régions du monde", a souligné la chef de la diplomatie américaine.

Le rapport prévoit une coupe de 8% dans le budget militaire du pays. David Cameron a également réaffirmé son intention de réduire de 7.000 personnes les effectifs de l'armée, de 5.000 ceux des Forces aériennes et de 5.000 le personnel de la Marine de guerre.

Dans le même temps, le premier ministre a fait savoir qu'il ne réduirait pas les dépenses pour l'opération en Afghanistan et que les militaires britanniques engagés dans ce pays recevraient des équipements supplémentaires.

Après avoir constaté que Londres avait préparé un rapport très circonstancié, Mme Clinton a souligné que le nouveau budget équilibré permettrait à la Grande-Bretagne "d'honorer tous ses engagements contractés au sein de l'OTAN et de rester le plus fort partenaire des troupes américaines dans leur désir d'affaiblir le niveau de menaces au XXIe siècle".

20/10/2010

<http://fr.rian.ru/>

4 Dossiers

4-1 Escalade de la guerre étatsunienne au Pakistan.

C'est un grand classique depuis la guerre du Vietnam : les pays qui servent de base arrière aux résistants deviennent rapidement des cibles et font les frais du conflit qui se déroule chez le voisin.

Tel est le cas du Pakistan aujourd'hui. Depuis début septembre les autorités pakistanaises ont recensé 24 frappes de drones sur leur territoire qui ont causé plus de 140 morts (90 % de civils selon les médias pakistanais).

Selon le journaliste Eric Margolis, les récentes alertes sur un risque d'attentat en Europe auraient précisément pour but de justifier la stratégie du Pentagone de plus en plus axée sur l'attaque du Pakistan. La semaine dernière, le Pakistan a temporairement fermé l'itinéraire d'approvisionnement principal des Etats-Unis et de l'OTAN qui va de Karachi à la frontière afghane à Torkham après le massacre de trois soldats pakistanais depuis des hélicoptères militaires étatsuniens.

Trois convois de fourniture en combustible étatsuniens ont été brûlés par des activistes pakistanais. Les Etats-Unis dépensent beaucoup d'argent le long de cette route pour acheter les fonctionnaires, les chefs de guerre pachtounes, et certains résistants afin que l'approvisionnement des troupes en Afghanistan ne soit pas coupé, et ce, en plus de l'aide annuelle officielle de 2 milliards de dollars au gouvernement de Karachi. Les forces spéciales sont infiltrées sur place. Mais le sentiment anti-étatsunien dans la région est à son comble - ce qui d'ailleurs a favorisé un rapprochement entre le Pakistan et l'Iran.

L'ancien chef d'Etat major pakistanais, le général Mirza Aslam Beg, a récemment suggéré à son gouvernement de tirer sur les drones américains qui survolent illégalement le territoire.

Toujours selon Margolis, Washington ne ferait plus confiance au gouvernement civil d'Asif Ali Zardari et compterait surtout sur le pouvoir militaire du général Ashfaq Kayani, un général d'infanterie qui a été autrefois propulsé dans la hiérarchie par Benazir Bhutto (qu'un livre écrit par sa nièce qui vient de paraître chez Penguin Books India démystifie sérieusement).

Cette politique pourrait encore se durcir en cas de victoire des Républicains aux élections du Congrès. Les néo-conservateurs étatsuniens continuent de suggérer l'élimination de l'arsenal nucléaire pakistanais par les forces spéciales et la division non seulement de l'Afghanistan mais aussi du Pakistan en entités ethniques qu'ils pourraient contrôler plus facilement, comme ils ont aussi voulu le faire en Irak.

6 octobre

<http://atlasalternatif.over-blog.com/>

4-2 Olivier Montulet : Washington veut frapper plus loin au Pakistan et envoyer des chars en Afghanistan...

Washington demande au Pakistan une plus grande latitude dans l'utilisation de ses drones.

Les Etats-Unis veulent élargir le champ d'action des drones de la CIA contre les résistants dans ce pays, rapporte vendredi le Washington Post. Citant des responsables américains et pakistanais non identifiés, le journal indique que Washington vise notamment des zones autour de la ville de Quetta, au sud-ouest du pays, capitale de la province du Balouchistan, où se cacherait la direction du mouvement taliban. Le Pakistan a rejeté la demande américaine, mais consenti à des mesures plus discrètes, dont une présence accrue de la CIA à Quetta, selon le journal.

La demande américaine concerne également l'extension de la zone de frappes des avions sans pilote de la CIA à l'intérieur des zones tribales, frontalières de l'Afghanistan, selon le journal.

La quasi-totalité de des frappes de drones ont eu lieu jusqu'à présent sur le Waziristan du Nord, où se concentrent militants d'Al-Qaida, résistants pakistanais et ceux d'Afghanistan, ces derniers l'utilisant comme base de repli contre les forces afghanes et de l'Otan de l'autre côté de la frontière.

Le nombre et l'intensité de ces frappes a nettement augmenté ces derniers mois, et plus de 40 d'entre elles ont tué au moins 220 résistants depuis le 3 septembre, selon des sources de sécurité pakistanaises. Les Etats-Unis ne confirment pas en général les tirs de drone, mais ses forces militaires et la CIA sont les seuls à déployer des avions sans pilote dans la région. Le Pakistan condamne officiellement ces tirs, qui nourrissent un fort sentiment anti-américain sur son territoire, dénonçant une atteinte à sa souveraineté.

Les médias pakistanais et américains se font régulièrement l'écho d'un accord secret entre Islamabad et Washington les autorisant.

Olivier Montulet

Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement.

Seuls les textes signés de la plume d'Olivier Montulet sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir. On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein) et que mon nom soit cité.

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters

20.11.10

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

5-1 Le Figaro : Les États-Unis et le Pakistan condamnés à s'entendre.

Nb- Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Malgré des tensions accrues, les deux pays cherchent à élaborer une stratégie commune en Afghanistan. Alliés de circonstance dans la « guerre contre le terrorisme », les États-Unis et le Pakistan n'avaient jamais été aussi près de la rupture qu'au cours des dernières semaines.

Jamais, pourtant, les deux pays n'ont eu aussi cruellement besoin l'un de l'autre qu'en cette dernière phase du conflit afghan. Une équation à inconnues multiples que Washington et Islamabad vont s'efforcer de résoudre dans le cadre du troisième round du dialogue stratégique américano-pakistanais qui a débuté mercredi à Washington et s'achèvera vendredi.

Comme lors de la première session, en mars dernier, la délégation américaine est emmenée par la secrétaire d'État Hillary Clinton. L'équipe pakistanaise est toujours officiellement dirigée par le ministre des Affaires étrangères d'Islamabad, Shah Mehmood Qureshi. Comme au printemps, il est accompagné du tout-puissant chef des armées, le général Ashfaq Kayani. Mais la tonalité, elle, a changé.

Les Pakistanais sont plus offensifs. «Nous nous battons avec vous pour réaliser nos objectifs communs, et en particulier pour détruire le cancer du terrorisme qui menace toutes les civilisations. Mais comme toute nation qui se respecte, nous avons en priorité l'obligation de préserver notre intérêt national», a déclaré Qureshi lors d'un discours à l'université Harvard, mardi.

Or, il devient de plus en plus clair que «l'intérêt national» du Pakistan dans la région diverge de celui des États-Unis.

Depuis que Barack Obama a laissé entendre que les troupes américaines pourraient entamer leur retrait en juillet 2011, Islamabad n'a cessé de se positionner pour ne laisser aucun vide politique à Kaboul. Sa hantise est de voir l'Inde se profiler en Afghanistan, un pays qu'elle a toujours considéré comme son arrière-cour. Pour parer à toute éventualité, le général Kayani en personne est monté au créneau dès le début de l'année, offrant les bons offices du Pakistan. L'idée est de devenir l'indispensable médiateur dans d'inévitables négociations avec les résistants.

Après avoir applaudi à cette offre, Washington a apparemment réalisé qu'il pouvait être dangereux de confier les clés de l'Afghanistan au Pakistan. Les révélations des derniers jours sur l'existence de pourparlers directs entre les résistants et le gouvernement afghan, avec le soutien de l'Otan, le montrent à l'envi. La semaine dernière, le général David Petraeus, qui dirige les forces de la coalition en Afghanistan, a lui-même admis que sans l'aide de l'Otan, «les chefs résistants ne pourraient pas entrer en Afghanistan et encore moins aller jusqu'à Kaboul». Cela revenait à reconnaître que le leadership taliban se trouvait bien au Pakistan. Des responsables de l'Otan ont enfoncé le clou en affirmant, il y a quelques jours, qu'Oussama Ben Laden et ses acolytes jouissent d'une vie plutôt agréable dans le nord-ouest du Pakistan. Ils y seraient protégés par les autochtones et par l'ISI, les services secrets pakistanais. Les États-Unis ont cependant bien conscience que des négociations entre Kaboul et les résistants n'ont quelque chance de réussir que si les résistants sont affaiblis. Et pour cela, ils ont besoin de l'aide du Pakistan. Depuis des années, Washington presse Islamabad de déloger les résistants et al-Qaida de leurs «sanctuaires» en territoire pakistanais. En vain.

Gros chèque

Le ton s'est durci entre Américains et Pakistanais lorsque les États-Unis ont entrepris de faire le travail eux-mêmes. D'abord en intensifiant les tirs de drones sur les Zones tribales. L'incursion d'un hélicoptère de l'Otan dans la zone tribale de Kurram, fin septembre, tuant deux soldats pakistanais, a mis le feu aux poudres. Islamabad a bloqué pendant une dizaine de jours les camions de ravitaillement de l'Otan qui transitent par le Pakistan.

Les responsables pakistanais ont indiqué qu'ils mettraient tous ces contentieux sur la table.

Les Américains répondront probablement en signant un gros chèque, tant au titre de l'effort militaire que pour les inondations du moins d'août...

21/10/

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/10/20/01003-20101020ARTFIG00723-les-etats-unis-et-le-pakistan-condamnes-a-s-entendre.php>

6 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

6-1 Robert Parry*, Andrew Hughes, Allan Nairn, Roxana Tiron : Obama nomme des officiers corrompus à la tête des armées.

Enquête primée par "Projet censuré 2010"

Les responsables de la Défense nommés par Barack Obama sont ceux là mêmes qui ont commis les pires crimes et les pires malversations sous les administrations précédentes. En fait de changement, seul le discours est nouveau, les pratiques, elles, sont anciennes. Le plus surprenant est l'indifférence qui a accompagné la clôture de l'enquête financière sur la disparition de 3400 milliards de dollars et la promotion des responsables du plus gigantesque détournement de fonds de l'histoire.

19 OCTOBRE 2010

Le maintien par Obama du républicain Robert Gates au poste de secrétaire à la Défense est sans égal historique. C'est en effet la première fois qu'une administration entrante du parti d'opposition (en l'occurrence démocrate) maintient un ministre de l'administration précédente (républicaine). Ayant remplacé Donald Rumsfeld qui s'opposait à une nouvelle escalade du conflit en Irak, Gates a été, pendant les deux dernières années de la présidence Bush, l'architecte de la vague de renforts (« surge »).

Obama a confié les principales responsabilités de la Défense et du renseignement à des personnalités incarnant à maints égards les pires aspects de la politique de sécurité nationale états-unienne des trente dernières années. Ses choix contredisent ses principaux arguments de campagne sur le « renseignement politisé » et le « manque de transparence ». Les « décennies d'expérience » tant louées de ces responsables sont parsemées de fautes éthiques, de mensonges au Congrès et surtout de « conflits d'intérêts » sous la forme d'allées-et-venues régulières entre le gouvernement et le complexe militaro-industriel.

Obama avait bien promis de ne pas confier de postes gouvernementaux élevés (ou importants) aux lobbyistes, mais cela ne l'a pas empêché de désigner d'anciens lobbyistes ou conseillers de sociétés faisant affaire directement avec le Pentagone. Toute la carrière de Robert Gates a consisté à porter haut et mettre en œuvre les idées néo-conservatrices, et il s'est d'ailleurs montré critique vis-à-vis du plan d'Obama pour le retrait gradué des troupes d'Irak.

Il débuta comme officier de renseignement sous Nixon, mais, comme l'indique la chronique de Robert Parry [1], c'est en tant que haut responsable de la CIA dans les années 80, sous l'administration Reagan, qu'il brisa l'échine au concept de renseignement objectif auparavant si cher à la division analytique de l'agence d'espionnage.

Dans son récent ouvrage *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* (Echec du renseignement : décadence et chute de la CIA), l'ex-analyste Melvin A. Goodman décrit Gates comme « l'officier du service action ayant dirigé l'adaptation de la production de renseignement aux desiderata politiques de la Maison-Blanche, sous l'administration Reagan ». Analyste en chef sous la direction de William Casey, Gates « a supervisé le premier "bidonnage de rapports" institutionnalisé à la CIA dans les années 80, en mettant l'accent sur la nécessité de retoucher le renseignement ayant trait à l'Union soviétique, à l'Amérique centrale et au Sud-Ouest asiatique », assure Goodman, et ceci dans le but de justifier les dépenses militaires croissantes et le soutien actif des États-Unis à des guerres périphériques sanglantes constituant l'axe principal de la politique extérieure de Reagan.

Son audition de confirmation pour le poste de directeur de la CIA, sous George H. W. Bush (père) en 1991, fut le théâtre d'un défilé d'officiers de l'agence dévoilant publiquement des histoires « de la maison » selon lesquelles ce personnage avait corrompu le métier du renseignement.

Gates est en outre soupçonné d'être en lien avec les mensonges servis au Congrès sur les opérations secrètes Iran-Contra, au milieu des années 80, obstacle qui l'empêcha d'accéder à la direction de la CIA à la mort de Casey, en 1987. C'est également lui qui fut chargé de fournir à Saddam Hussein, pendant la guerre entre l'Irak et l'Iran, des armes chimiques, munitions et autres équipements.

Gates a un temps siégé au conseil de direction de la Science Applications International Corporation (SAIC), qui déclara des bénéfices de 7,5 milliards de dollars pour 2005. La SAIC est active à tous les niveaux, de la collecte de renseignement à la reconstruction de l'Irak, pour le compte du Pentagone.

Le 21 janvier 2009, Obama signait un décret fixant des règles éthiques plus rigoureuses et interdisant notamment que des postes gouvernementaux soient attribués à des lobbyistes ayant exercé auprès de la même administration dans les deux dernières années.

Corruption au Pentagone

A peine deux jours plus tard, le 23 janvier, la Maison-Blanche faisait savoir que ses nouvelles règles d'éthique dure ne s'appliquaient pas au sous-secrétaire à la Défense, William Lynn, qui avait été vice-président pour les opérations et stratégies gouvernementales du géant de la Défense Raytheon et avait fait du lobbying pour cette société privée jusqu'en juillet 2008. Raytheon est le cinquième fabricant d'armes des États-Unis par ordre d'importance. Il vend des radars, missiles, munitions en tous genres, systèmes spatiaux et autres technologies pour une valeur de 18 milliards de dollars par an [2]. Le sénateur républicain pour l'Iowa, Charles Grassley, s'est opposé énergiquement à la nomination de Lynn, alléguant « des pratiques douteuses qui, de toute évidence, ne servaient pas l'intérêt public », lorsqu'il exerçait à l'inspection des finances du Pentagone sous l'administration Clinton.

Pour l'année fiscale 1999, le département de la Défense faisait état de la « disparition » de 2300 milliards de dollars, auxquels s'ajoutaient 1100 milliards pour l'année 2000. Au total donc, 3400 milliards de dollars versés par le contribuable sont partis en fumée sous l'œil vigilant de William Lynn, qui se trouve maintenant au cœur du tourniquet unissant le département de la Défense et le complexe militaro-industriel [3].

En sa qualité de directeur financier du département de la Défense, Lynn était responsable de toute l'administration et de l'information budgétaire. Il avait en outre sous sa responsabilité la publication soumise à audit des états financiers, ce qu'il ne fit pas alors qu'il était en poste, et ces derniers n'ont toujours pas été publiés.

Robert Hale a été maintenu à son poste de sous-secrétaire à la Défense (inspection des Finances) après avoir été secrétaire assistant à l'Air Force, chargé des contrôles financiers, entre 1994 et 2001. Aux côtés de Lynn, il était responsable de la gestion des fonds du département de la Défense.

Hale est en outre « gestionnaire financier certifié Défense », spécialisé dans l'achat, ce qui lui fait entretenir des relations privilégiées avec le complexe militaro-industriel.

L'écrivain Andrew Hughes fait remarquer que : « À eux deux, ces postes ont dilapidé assez d'argent du contribuable pour financer quatre fois le programme de stimulation de l'économie mis en œuvre par Obama, et voilà qu'ils sont à nouveau responsables de la supervision des acquisitions au département de la Défense ».

L'attentat survenu le 11 septembre 2001 au Pentagone n'a pas été dirigé contre le bureau du secrétaire à la Défense. La cible était située dans une aile opposée du bâtiment. L'explosion a détruit les archives financières et tué les contrôleurs financiers chargés d'identifier les bénéficiaires du détournement de fonds le plus important de l'histoire.

Mensonges au Congrès

L'amiral Dennis Blair, choisi par Obama pour diriger le Renseignement national, qui supervise les 16 agences de renseignement, fut commandant des forces militaires du Pacifique sous Clinton [4]. A ce poste il joua un rôle essentiel lors de l'occupation du Timor oriental par l'Indonésie en 1998, après la chute du dictateur Suharto soutenu par les États-Unis. En 1999, lorsque les militaires indonésiens semèrent la terreur parmi la population pour faire échec aux réformes démocratiques, le département d'Etat des États-Unis et Clinton envoyèrent Blair exiger du général indonésien Wiranto qu'il mette fin aux massacres.

Loin de s'acquitter de cette mission, l'amiral Blair informa le général qu'il bénéficiait du soutien total des États-Unis. Les atrocités, dans lesquelles le gouvernement était impliqué, montèrent d'un cran. Blair mentit alors au Congrès, déclarant que la violence n'était le fait que de petites unités, alors que les hauts commandements militaires indonésiens se livraient à toutes sortes d'exactions : enlèvements, massacres et tortures. Dans les faits, Blair soutint le général Wiranto et le massacre de civils indonésiens, contre les ordres du Congrès qu'il désinformait.

Blair est un des membres de la Commission trilatérale. Il siégeait à la direction de Earl Dodge Osborne (EDO), une société sous-traitante pour le programme F-22 Raptor. Il a également participé à la direction de Tyco International, qui fabrique de petits composants électroniques utilisés pour le F-22 et d'autres pièces à usage militaire. On l'a vu enfin à la direction de Tridium, une société fabricante de satellites.

En 2006, Blair a dû démissionner de la présidence de l'Institute for Defense Analysis (Institut pour l'analyse de la Défense, IDA) pour cause de « conflits d'intérêts ». Il faut dire que l'IDA était en train d'évaluer pour le Pentagone le programme F-22.

Alors qu'il était aux ordres de Blair, l'ex-général quatre étoiles James L. Jones a été désigné à la tête de l'Agence de la sécurité nationale. Jones fut non seulement commandant de l'OTAN et commandant du corps des Marines, il est en outre membre de la Commission trilatérale. Il a prêté ses services aux conseils de direction de Chevron, Boeing et Invacare Corp (qui produit du matériel médical pour le Pentagone) jusqu'en décembre 2008. [5] Jusqu'à janvier 2009 il était consultant auprès de Cross Match Technologies, une compagnie de biométrie travaillant avec le Pentagone et le FBI. Il a par ailleurs siégé au conseil de direction de MIC Industries, qui a mis au point la « Ultimate Building Machine », un dispositif mobile de construction, utilisé uniquement en Irak et en Afghanistan, servant à déployer rapidement les structures d'acier des installations militaires.

Tout récemment, Jones a été nommé président de l'Institute for 21st Century Energy (Institut de l'Énergie pour le XXI^e siècle), think tank dépendant de la Chambre de commerce des États-Unis.

Mise à jour de Robert Parry (de ConsortiumNews.com)

Au sujet du fameux « danger de conserver Robert Gates à son poste » : celui-ci se trouve être lourd de signification. Cette décision prise par Obama juste après son élection était le signe évident que sa politique de sécurité nationale ne s'écarterait pas fondamentalement de celle de son prédécesseur. Elle révélait aussi qu'Obama n'avait pas la moindre intention de remettre en question la désinformation de Washington, distillée au fil des décennies précédentes à dominante républicaine, depuis l'implication-clé de Gates dans plusieurs scandales, y compris l'Iran-Contra et la politisation du renseignement de la CIA, deux facteurs qui préparaient les désastreuses décisions prises par Bush ces dix dernières années. En conservant Gates, Obama a indiqué qu'il éviterait les débats susceptibles d'engager les États-Unis dans une voie drastiquement différente. Dans les faits, Obama cédait au statu quo.

Depuis la publication de l'article, les intentions d'Obama ne sont que plus évidentes. Si, au niveau du discours, il prend ses distances par rapport au style belliqueux de Bush, il maintient dans les faits la substance de cette politique, avec Gates et les autres opposants à un retrait rapide d'Irak, partisans du renforcement de la présence militaire étrangère en Afghanistan. Obama refuse même d'aborder les responsabilités des anciens chefs de Gates, tout comme le président Clinton avait caché sous le tapis les scandales dans lesquels avaient trempé Gates et les administrations Reagan-H. W. Bush.

Gates personnifie l'angélisme permanent régnant dans le microcosme de Washington, du moins vis-à-vis de lui-même, au point que les médias affichent avec un certain naturel leur manque d'intérêt pour faire la lumière sur les méfaits passés ou présents du personnage. Gates était l'une des coqueluches du tout-Washington du temps de Reagan-Bush, et il le reste. Lorsque Gates fut désigné secrétaire à la Défense par George W. Bush (fils) en novembre 2006, les médias se trompèrent du tout au tout sur le sens de cette décision. On a cru alors que la désignation de Gates était le signe de l'acceptation par Bush du plan du Groupe d'études sur l'Irak et donc du désamorçage de la guerre. En réalité, Gates était bien plus belliqueux que Donald Rumsfeld.

Mais les journalistes de renom n'ont jamais rectifié le tir : ils ont continué de nous peindre un Gates couleur de rose.

L'émission « 60 minutes » de CBS a brossé tout récemment un portrait de Gates dans lequel on évoquait sa « profonde préoccupation personnelle pour les troupes », même si toute sa carrière a fait le lit des guerres déclenchées par George W. Bush, fils, (essentiellement par la voie de la corruption des services analytiques de la CIA), et que son soutien aveugle à l'escalade Irakienne a envoyé à la mort plus de mille soldats états-uniens supplémentaires.

Les éléments d'information critiques sur Gates continuent de nous parvenir, essentiellement en provenance de fonctionnaires de la CIA ayant travaillé avec lui par le passé et voyant en lui un ambitieux consommé. Par exemple, l'ex-analyste de la CIA Melvin A. Goodman consacre une part importante de son livre *Failure of Intelligence : The Decline and Fall of the CIA* au rôle de Gates dans le crépuscule de la tradition « sérieuse » de la CIA, qui cessa de rechercher du renseignement fiable pour fournir celui qui répondait aux désirs des responsables politiques des États-Unis. Cette tradition disparut dans les années 80, lorsque Gates dirigea les services analytiques et où le renseignement fut « poli » dans le style requis par les idéologues de l'ère Reagan.

Mise à jour de Andrew Hughes (de Global Research)

Depuis la publication de l'article, en février 2009, les médias n'ont pas écrit une seule ligne au sujet de ce gigantesque hold-up de deniers publics. En fait, celui-ci a été éclipsé par une autre escroquerie non moins grave, dissimulée sous l'atour

dénoté « résoudre la crise du crédit ». Les montants de cette dernière affaire représentent presque cinq fois les 3400 milliards subtilisés par le département de la Défense.

Le 7 mai 2009, William Lynn et Robert Hale rendaient public le budget de la Défense proposé pour 2010, accroissant les dépenses d'environ 4 % pour atteindre 663,8 milliards. Ceci dans une période où la population s'appauvrit sous l'effet du chômage croissant, où les programmes sociaux fédéraux et ceux des 50 États sont en repli, et où la richesse passe des foyers américains au cartel financier et bancaire de Wall Street.

Ce qu'il faut retenir de l'article original est moins la disparition des 3400 milliards de dollars du département de la Défense que le fait que ces malversations étaient monnaie courante dans une administration hors de contrôle. Et même si l'occupant de la Maison Blanche a changé, ces vols de fonds publics par le gouvernement se poursuivent.

Lorsque nous écoutons les discours de campagne d'Obama en 2008, et qu'il mettait l'accent sur l'importance de l'Afghanistan en tant que nouveau front de la « guerre contre la terreur », une guerre floue, interminable et surtout impossible à gagner, il était évident que ces discours, portés aux nues par les grands médias, étaient inspirés par le programme de Zbigniew Brzezinski et le Projet pour un nouveau siècle américain (la plate-forme idéologique de George W. Bush). Le paquet n'avait fait que changer d'emballage, avec un nouveau personnage et son slogan : « Des changements crédibles ». Depuis la publication de mon article, les événements ont montré qu'aucun engagement n'a été pris pour s'assurer de la fiabilité de la comptabilité des caisses publiques. Aucune enquête n'a été diligentée sur les milliards évaporés, aucune question n'a été posée sur ce méfait commis sous l'égide de Donald Rumsfeld, de William Lynn et de Robert Hale. Le département de la Défense a augmenté ses dépenses. La guerre s'est intensifiée en Afghanistan, et les puissances intermédiaires des États-Unis dans la région ont déstabilisé le Pakistan. Obama est responsable de l'assassinat de centaines de civils pakistanais par les drones Predator pilotés à distance par des agents de la CIA. Les promesses de mettre un terme à la guerre d'Irak ont été cyniquement ignorées, ou plutôt recyclées dans le double discours politique.

Tout ces discours tendent à prouver que le gouvernement et l'industrie militaire agissent en symbiose pour défendre leurs propres intérêts : un appât du gain et une soif de pouvoir portés à un niveau jamais vu dans l'histoire de l'humanité. Nul ne peut écarter d'un revers de main la corruption dénoncée dans l'article, qui révèle avec le recul sa véritable nature et la manière dont se tisse la toile qui unit le système.

Ce système s'est considérablement renforcé au fil des décennies et il s'est protégé contre toute enquête sérieuse ou toute retombée inquiétante : le département de la Défense a fait en sorte de coopter les sociétés en charge de l'information, via les acquisitions de ces médias par les grands groupes d'armement, et en y plaçant des employés du Pentagone et de la CIA. Le système a donné des preuves éclatantes de sa solidité lorsque Donald Rumsfeld s'offrit le luxe de déclarer, le 10 septembre 2001, en conférence de presse publique, sans avoir à craindre de réaction, que des 2300 milliards de dollars s'étaient évaporés, qu'il n'y aurait pas d'enquête et que les responsables ne seraient pas jugés. On a pu constater la même arrogance à propos de scandale de la torture, du scandale de l'aide d'urgence offerte aux banquiers, du scandale de la guerre d'Irak et de l'avancée de la vague policière constituée par le département de la Sécurité de la patrie pour ranger sous l'étiquette de « terroriste » toute personne en désaccord avec la politique du gouvernement ou attachée à la Constitution des États-Unis. Il est essentiel et urgent d'engager une enquête sur les milliards ayant disparu du département de la Défense, prélude à d'autres enquêtes ultérieures sur la corruption manifeste du gouvernement des États-Unis. C'est le seul moyen de regarder la réalité en face, de réfuter les mensonges des grands médias et de comprendre que la corruption menace de détruire ce qu'il reste de la Constitution, de la confiance publique et de la liberté réelle.

[Robert Parry](#)

Journaliste à l'Associated Press et Newsweek, Robert Parry a été un des principaux enquêteurs sur l'affaire dite de l'Irangible sous la présidence Reagan. Déçu par la futilité et l'incurie des journalistes de la presse anglo-saxonne, il a fondé en 1995, avec Robert Solomon, le magazine d'investigation Consortium News et réalisé des documentaires sur les tractations secrètes autour de la libération des otages en Iran (October Surprise), les narcotrafiants politiques soutenus par l'administration US (Contra-Coca), l'influence grandissante de la secte Moon à Washington ainsi que l'ascension de la famille Bush et les manipulations électorales lors de l'élection 2000. Il est notamment l'auteur de *Secrecy & Privilege : Rise of the Bush Dynasty from Watergate to Iraq* et de *Lost History : Contras, Cocaine, the Press & 'Project Truth'*."

Sources :

Project Censored / Red Voltaire.

Traduction : Réseau Voltaire.

Nous remercions les contributions de : Étudiant chercheur : Chris McManus.

Tuteur : Diana Grant, Ph.D., Sonoma State University.

[1] ConsortiumNews.com, 13 novembre 2008, "[The Danger of Keeping Robert Gates](#)", par Robert Parry ;

[2] William Matthews, "[Lynn gets waiver from Obama lobbyist rules](#)", Federal Times, 26 janvier 2009.

[3] Global Research, 13 février 2009, "[Obama's Defense Department Appointees- The 3.4 Trillion Dollar Question](#)", par Andrew Hughes.

[4] Democracy Now ! 7 janvier 2009, "[Obama Nominee Admiral Dennis Blair Aided perpetrators of 1999 church Killings in East Timor](#)", par Allan Nairn (interviewé).

[5] The Hill, 24 novembre 2008, "Ties to Chevron, Boeing Raise Concern on Possible NSA Pick", par Roxana Tiron.

<http://www.voltairenet.org/article167030.html>

Pakistan.

Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km².

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

Démographie

Population (estimation INED, en millions) 157,9

Composition de la population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km²) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008.

Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'État-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus

Partis au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie). . Le pays est composé de 4 Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'Etat indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'Etat du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./1010250>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " *Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19*